

# IDÉE

Imaginer • Dialoguer • Écouter • Expliquer

Conseil citoyen de la 2<sup>ème</sup> circonscription de l'Isère

10ème session – Jeudi 20 octobre – 18h00 – 21h00 – ICM d'Echirolles

## **Dossier informatif**

### **Le monde de demain : recompositions et nouveaux équilibres économiques et politiques**

<b><u>Table des matières</u></b>	
Interview B. Badie : "Les grands de ce monde privilégient l'immobilisme"	Page 2
Après les révolutions, les privatisations	Page 3
Quels nouveaux équilibres mondiaux ?	Page 5
Pays émergents, après l'Inde, la Chine, à qui le tour ?	Page 12
Perspectives de la Chine comme superpuissance potentielle	Page 15
Les Etats-Unis sur le déclin	Page 16

## **Bertrand Badie : "Les grands de ce monde privilégient l'immobilisme"**

Interview pour le magazine "Jeune Afrique"

[www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2638p042-043.xml0/](http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2638p042-043.xml0/)

Dans son dernier essai, l'universitaire français Bertrand Badie analyse les dérives oligarchiques du système international. Pour Jeune Afrique, il décrypte leurs effets sur le monde arabe.

*Jeune Afrique : Qu'entendez-vous par « diplomatie de connivence » ?*

Bertrand Badie : C'est la restauration d'un directoire du monde dont la tradition remonte au congrès de Vienne de 1815. À la fin de la guerre froide et de la bipolarité, l'organisation oligarchique s'est reconstituée, avec le G6 puis le G8. Lorsque 8 puissances veulent cogérer un monde de 193 États, leurs relations ne peuvent être ni de coopération ni de compétition totale. À mi-chemin se trouve la connivence : un accord tacite par lequel les dirigeants du monde s'obligent à ne pas se créer de difficultés et, donc, à gérer les affaires du monde de la manière la plus immobiliste qui soit.

*Et le Moyen-Orient dans ce schéma ?*

Il est perdant. Du temps de la bipolarité, la cogestion américano-soviétique avait l'avantage d'y assurer un équilibre. Aujourd'hui, le patronage américain s'est relâché et les alliances n'ont plus la discipline qu'elles avaient autrefois. Israël obéit de moins en moins aux États-Unis, l'Arabie saoudite s'en éloigne... Le Moyen-Orient a gagné en autonomie, mais il a perdu le semblant d'équilibre qui permettait aux uns et aux autres de perdurer. Il est remplacé par un statu quo, entretenu par un accord tacite entre des puissances qui tiennent l'immobilisme pour seul possible dénominateur commun, ce qui est une régression. Il n'y a plus d'alignement clair, mais un flou de connivence, qui rend la définition de solutions bien plus difficile.

*Que signifient les mouvements venus « d'en bas », de la société, pour les oligarchies internationales et arabes ?*

On pensait que l'autoritarisme répressif en place dans le monde arabe empêcherait toute mobilisation sociale. Mais partout, en Tunisie, en Égypte, en Syrie, au Yémen, à Bahreïn, les sociétés sont intervenues au sein d'un jeu politique dont elles avaient été très exclues. Avec le « printemps arabe », le temps social l'a emporté sur le temps politique. L'enjeu est de savoir si ce temps social pourra être reconverti en temps politique et si cette mobilisation des peuples pourra aboutir à des réinventions politiques.

*La communauté internationale a été profondément déstabilisée...*

En effet. Au Moyen-Orient, elle ne voit que les leaders et ne sait pas gérer le temps social ni prendre en compte sa dynamique. D'où son premier réflexe très conservateur, dicté par la crainte que ces mouvements entraînent un flux migratoire, mettent en péril la sécurité d'Israël. Et l'approvisionnement énergétique du monde.

*Pourquoi parler d'inertie européenne ?*

L'Europe aurait pu tenter une médiation. Mais, entre les États-Unis piégés par leur alliance israélienne et une Russie tout aussi déficitaire, elle s'est abstenue. Consciente de son impuissance diplomatique et militaire, elle s'est résignée à l'immobilisme et a préféré laisser le dossier entre les

mains des connivents. Au mieux, elle a pu jouer un rôle d'auxiliaire, en frappant à la porte de prétendues grandes négociations internationales pour n'y occuper qu'un strapontin.

*Pourtant, la France et le Royaume-Uni ont été à l'origine de l'initiative de l'OTAN en Libye...*

L'épisode libyen a été un élément fort de redéfinition de la diplomatie européenne qui a réussi à prendre les États-Unis de vitesse. Peut-être pour remettre en question les équilibres internes de l'Otan. Peut-être aussi pour reconstituer un axe politico-militaire Paris-Londres correspondant aux options stratégiques du président français, qui entend se démarquer de la classique diplomatie du couple franco-allemand. Peut-être, enfin, dans l'idée de réussir un coup médiatique auprès des opinions publiques nationales.

Mais la logique de connivence s'est très vite reconstituée quand il est apparu que seule l'Otan pouvait gérer cette opération. Avec l'application du principe de la responsabilité de protéger, l'initiative de la résolution 1973 aurait pu être fondatrice. D'abord soutenue par la Ligue arabe et l'Union africaine, elle s'est très vite transformée en une opération occidentale en Libye, sous l'égide du triangle franco-anglo-américain, et n'exprimait plus le choix de la communauté internationale.

*L'aggravation de la situation en Syrie montre les limites de cette initiative...*

En choisissant d'intervenir en Libye, l'Otan s'interdisait d'intervenir en Syrie. Alors que le front irakien n'est pas encore éteint et que celui d'Afghanistan est encore actif, il n'est pas possible d'ouvrir deux fronts en même temps au Moyen-Orient. Bachar al-Assad pouvait facilement déduire de l'initiative libyenne que les puissances de l'Otan le laisseraient poursuivre sa répression. Paradoxalement, l'opération en Libye a libéré les initiatives répressives des dictateurs yéménite, bahreïni et syrien.

*Quels sont les impacts sur Israël ?*

C'est une très mauvaise nouvelle pour Israël, à court terme en tout cas. Depuis 1973, le jeu de l'État israélien visait à préserver un statu quo à tout prix. Avec la chute de Moubarak, les éléments constitutifs de ce statu quo ont assez largement disparu. Si cette remise en question était accentuée par une déstabilisation de la Syrie, le modèle de paix interétatique latente qui s'est construit à partir de 1973 viendrait à disparaître.

*La contestation peut-elle s'étendre à d'autres régions ?*

Étonnamment, le mouvement s'est arrêté aux frontières de l'arabité. Il aurait pu déborder sur l'Iran, les républiques autocratiques de l'Asie centrale et du Caucase ou les régimes autoritaires d'Afrique subsaharienne. Cela n'a jamais été le cas.

C'est la preuve que le panarabisme, mal en point au niveau étatique, est vivace sur le plan de la contestation et des comportements sociaux. C'est aussi un défi lancé à la diplomatie de connivence qui gelait le monde arabe dans le statu quo, pour le malheur de ses peuples. Si on ne prend pas conscience du danger de marginaliser les sociétés, nous risquons d'aller vers une situation de plus en plus explosive.

# Après les révolutions, les privatisations...

L'absence de véritable aide internationale fragilise la quête d'une troisième voie, entre dirigisme et capitalisme débridé, dans les pays arabes. Elle les livre à l'influence d'institutions financières dont la crise, au Nord, n'a pas bousculé les certitudes.

PAR AKRAM BELKAÏD \*

**C**ONFRONTÉES à une difficile stabilisation de leur situation politique, la Tunisie et l'Égypte doivent aussi faire face à des défis économiques. La chute des systèmes de prébende mafieuse va certes libérer les énergies et les initiatives individuelles, mais elle ne sera fructueuse que si les nouveaux pouvoirs en place trouvent les moyens financiers de rattraper le temps perdu et d'assurer un développement plus égalitaire. Selon les premières estimations de la Banque centrale de Tunisie et du ministère égyptien de l'économie, les deux pays auront besoin, au cours des cinq prochaines années, de 20 à 30 milliards de dollars pour améliorer les conditions de vie de leurs populations et désenclaver des régions entières grâce à un programme d'investissements dans les transports, l'énergie et les infrastructures technologiques. Conscientes de ces enjeux majeurs, des person-

nalités tunisiennes, mais aussi européennes et arabes (1), se sont regroupées derrière le slogan « Invest in democracy, invest in Tunisia » (« Investissez dans la démocratie, investissez en Tunisie ») et ont lancé un appel, le « manifeste des 200 », appelant les pays occidentaux à aider financièrement la Tunisie.

Les États-Unis et l'Union européenne ont toutefois fait savoir de manière plus ou moins tranchée que leurs caisses étaient vides et que la crise de la dette publique ne les incitait guère à la prodigalité. Lors de la réunion du G8 à Deauville, les 26 et 27 mai 2011, les pays les plus riches de la planète ont certes promis 20 milliards de dollars (14,7 milliards d'euros) sur deux ans à l'Égypte et à la Tunisie, mais ce montant comprend essentiellement des prêts déjà programmés avant la révolution. Quant aux pays arabes, ils ne se précipitent guère pour aider leurs voisins engagés sur le chemin tortueux de la démocratisation. L'Algérie, pourtant forte d'un trésor de guerre de 150 milliards de dollars, n'a alloué que quelques dizaines de millions de dollars à la Tunisie : une misère. Sans compter que le projet de Banque méditerranéenne, dans les cartons depuis 1995, a été définitivement enterré par l'Union en mai 2011. Ainsi, la Banque européenne d'investissement (BEI) – qui va proposer des prêts d'un montant total de 6 milliards de dollars d'ici à 2013 – et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) seront les principaux organismes prêteurs, aux côtés du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Contrairement aux pays d'Europe de l'Est après la chute du mur de Berlin, les pays méditerranéens engagés dans une transition démocratique ne disposeront pas de « leur » banque de reconstruction et de développement.

A Tunis, comme au Caire, où l'on espérait le lancement d'un véritable « plan Marshall » – référence au financement de la reconstruction de l'Europe par

les États-Unis après la seconde guerre mondiale –, la déception a été grande. D'autant que plusieurs économistes ont expliqué qu'un tel plan ne couvrirait que l'équivalent du financement de deux mois de guerre en Irak, ou 3 % de la facture de la réunification allemande de 1991 (2).

## Aller plus loin dans l'ouverture libérale

A défaut de pouvoir compter sur une aide financière à la mesure des défis économiques et sociaux qu'elles affrontent, l'Égypte et la Tunisie sont vivement encouragées par le FMI et la Banque mondiale à aller plus loin dans l'ouverture libérale, quitte à s'adresser aux grands groupes internationaux pour financer leur développement. Aux yeux des bailleurs de fonds internationaux et des multinationales occidentales déjà installées au sud de la Méditerranée et qui souhaitent disposer d'une plus grande facilité d'action, l'option des partenariats public-privé (PPP) fait presque figure de solution miracle. Le principe ? Une entreprise privée financerait, construirait, puis exploiterait un service public (eau, énergie, santé...) pour le compte de l'État ou de ses collectivités : une privatisation, fût-elle temporaire, qui ne dit pas son nom. Ainsi, avec un cynisme qui leur est propre, les institutions financières internationales demandent à ces démocraties naissantes l'équivalent de ce qu'elles exigeaient des dictatures il y a peu.

Depuis le début des années 1990, le FMI n'a cessé en effet de demander à M. Hosni Moubarak et à M. Zine El-Abidine Ben Ali (présidents respectivement de l'Égypte et de la Tunisie) plus de réformes économiques, parmi lesquelles la convertibilité totale de leurs monnaies, une « amélioration de l'environnement des affaires » – comprendre

par là plus de facilités pour les investisseurs étrangers –, un retrait accéléré de l'État de la sphère économique et une libéralisation des services. Sans jamais remettre en cause leur adhésion à l'économie de marché, les dictateurs déchus avaient veillé à ne pas aller trop loin en matière d'ouverture, conscients que cela pouvait aggraver les disparités sociales. Les futurs gouvernements démocratiquement élus se pileront-ils à ces demandes de libéralisation économique plus poussées ? Les PPP sont-ils vraiment la solution ?

Au sud de la Méditerranée, ce montage apparaît pour les milieux d'affaires et les institutions internationales comme l'outil indispensable pour le financement d'infrastructures. Pourtant, les implications de ce système demeurent largement méconnues. Comme l'ont expliqué *Les Echos*, « la recours de plus en plus fréquent aux partenariats public-privé n'a pas encore prouvé sa rentabilité économique ». Citant François Lichère, professeur de droit à l'université d'Alx-Marseille et consultant auprès de cabinets d'avocats pour la rédaction de contrats de PPP, le quotidien économique français ajoute que « le risque financier est porté par des sociétés de projet, montées pour l'occasion, qui empruntent 90 % des fonds. L'outil est donc fait pour fonctionner dans des contextes bancaires favorables » (3).

Cette remarque appelle deux réserves. La première concerne l'état du secteur bancaire.

(1) Parmi elles, les économistes Georges Corm, Jean-Marie Chevaleyre, Daniel Cohen et El-Moulouh Moulouh, les anciens ministres des affaires étrangères Hervé de Charette et Hubert Védrine, ou encore les parlementaires Elisabeth Guigou et Denis MacSéane.

(2) « Un plan économique pour soutenir la transition démocratique en Tunisie », *Le Monde*, 18 mai 2011.

(3) Catherine Sabbah, « Partenariat public-privé : un mauvais outil de relance », *Les Echos*, Paris, 15 avril 2010.

JULIEN BRÉTON-KAALAM. – « Le Mouvement », Abbaretz (France), 2011

c'est-à-dire l'aumône légale et codifiée – l'un des cinq piliers de l'islam. Cela explique pourquoi les islamistes n'ont jamais cherché à se rapprocher des mouvements altermondialistes, qu'ils considèrent souvent comme une nouvelle manifestation du communisme. On peut donc supposer que, tant qu'ils ne mettent pas en danger la base même de la démocratie, des partis islamistes forts n'entraîneraient pas une révolution majeure dans la politique économique des pays concernés.

La Tunisie et l'Égypte se retrouvent donc confrontées à la recherche de cette fameuse « troisième voie » que les pays de l'ex-bloc soviétique n'ont pas été capables de mettre en place après la chute du Mur. Il s'agit d'empêcher que les révolutions populaires fassent le lit d'un capitalisme conquérant qui remettrait en cause la cohésion sociale des sociétés égyptienne et tunisienne. Cela passe nécessairement par la mise en place de politiques économiques mettant l'accent sur le social et la réduction des inégalités.

AKRAM BELKAÏD.

L'outil PPP nécessite des taux d'intérêt peu élevés et des banques en bonne santé. Or ces deux conditions sont loin d'être remplies en Tunisie et en Égypte, où de nombreux établissements traitent des créances douteuses et n'ont pas l'expertise nécessaire pour participer à des montages financiers complexes (4). La seconde réserve est liée à la capacité de l'opérateur public à s'assurer que ses intérêts – et ceux du contribuable – sont respectés, et que le partenaire privé mène bien sa mission. Cela signifie que l'État, la collectivité locale ou tout autre acteur public doit avoir les compétences et l'expertise nécessaires pour accompagner et évaluer le PPP. Ainsi, en France, dans un secteur comme celui de l'alimentation en eau potable, les municipalités sont obligées de faire preuve de vigilance pour ne pas se voir imposer des surcoûts et pour que les dispositions contractuelles ne soient pas foulées au pied par l'opérateur privé (5). En clair, les PPP exigent non pas un État fort, mais un État compétent, capable d'élaborer un cadre juridique solide puis de vérifier la bonne exécution du partenariat. La question est donc de savoir si les futures administrations tunisiennes et égyptiennes en seront capables.

sur les thèses libérales et mercantilistes et, contrairement à une idée reçue, n'accorde que peu d'attention aux enjeux sociaux. « Les Frères musulmans, explique-t-il, sont acquis à un système économique basé sur le marché et totalement dépendant de l'extérieur. Ils sont en fait une composante de la bourgeoisie compradore (6). Ils ont d'ailleurs pris position contre les grandes grèves de la classe ouvrière et les luttes des paysans pour conserver la propriété de leurs terres [notamment au cours des dix dernières années]. Les Frères musulmans ne sont donc « modérés » que dans le double sens où ils ont toujours refusé de formuler un quelconque programme économique et social (de fait, ils ne remettent pas en cause les politiques néolibérales réactionnaires) et où ils acceptent de

facto la soumission aux exigences du déploiement du contrôle des États-Unis dans le monde et dans la région. Ils sont donc des alliés utiles pour Washington (y a-t-il un meilleur allié des États-Unis que l'Arabie saoudite, patron des Frères ?), qui leur a décerné un « certificat de démocratie » (7) ! »

On parle souvent des actions caritatives des formations islamistes ; c'est oublier que ces derniers défendent un ordre figé et qu'elles se refusent à penser ou à élaborer des politiques vouées à la diminution de la pauvreté et des inégalités sociales. De même, l'islam politique est enclin à favoriser des politiques néolibérales et à s'opposer à toute politique de redistribution par le biais d'impôts jugés impies, exception faite de la zakat,

## L'impôt, jugé impie par l'islam politique

Existe-t-il une option économique qui ne serait ni un libéralisme débridé ni un retour au dirigisme d'antan ? Si oui, elle ne viendra pas des partis politico-religieux. Comme l'a montré l'économiste égyptien Samir Amin à propos des Frères musulmans, l'islamisme se contente de s'aligner

### Calendrier des fêtes nationales

1<sup>er</sup> - 31 octobre 2011

1 <sup>er</sup> CHINE	Fête nationale	12 GUINÉE-ÉQUAT.	Fête de l'indépend.
CHYPRE	Fête de l'indépend.	18 AZERBAÏDIAN	Fête de l'indépend.
NIGERIA	Fête de l'indépend.	21 MASHALL	Fête de l'indépend.
PALAU	Fête de l'indépend.	SOMALIE	Fête nationale
2 TUNISIE	Fête de l'indépend.	23 HONGRIE	Fête nationale
3 ALLEMAGNE	Fête nationale	24 ZAMBIE	Fête nationale
CORÉE DU SUD	Fête nationale	26 AUTRICHE	Fête de l'indépend.
4 LESOTHO	Fête de l'indépend.	27 SAINT-VINCENT ET LES-GRENADINES	Fête de l'indépend.
9 OUGANDA	Fête de l'indépend.	TURKMÉNISTAN	Fête de l'indépend.
10 FIJI	Fête nationale	28 GRÈCE	Fête nationale
TAÏWAN	Fête nationale	RÉP. TCHÈQUE	Fête nationale
12 ESPAGNE	Fête nationale	29 TURQUIE	Fête nationale

(4) Concernant l'état du secteur bancaire au sud de la Méditerranée, cf. la note de recherche de Guillaume Aimeras et Abderrahmane Hadji Nasser (avec la collaboration d'Isabelle Chort), « L'espace financier euro-méditerranéen », *Les Notes d'Ipemed*, n°3, octobre 2009, www.ipemed.coop

(5) Cf. Marc Laimé, *Le Dossier de l'eau : pénurie, pollution, corruption*, Seuil, Paris, 2003.

(6) L'expression « bourgeoisie compradore » décrit cette classe qui tire ses revenus du commerce avec l'étranger, notamment via les opérations d'import-export, ou d'import tout court dans le cas de nombreux pays arabes (Algérie, Arabie saoudite, Libye...). L'influence de cette catégorie économique est telle qu'elle empêche la création et le développement d'activités économiques internes qui pourraient concurrencer les importations.

(7) Samir Amin, « 2011 : le printemps arabe ? Réflexions égyptiennes », 24 mai 2011, www.europe-solidaire.org

## Quels nouveaux équilibres mondiaux ?

Le journal des professionnels n°105 – Décembre 2010

### LE CONSTAT DE RUPTURES RADICALES

Mondialisation, vieillissement des populations et crise économique, bouleversent fortement l'ordre politico-économique du monde. L'évolution démographique va engendrer, à elle seule, un monde nouveau (emploi, retraite, niveau de vie...) traversé par d'importants flux humains et financiers avec également d'importantes pénuries ici et de belles abondances là, le tout constamment menacé par les tensions croissantes entre les vieux pays riches les jeunes pays pauvres. Telle est la problématique de départ pour essayer d'entrevoir les ruptures d'un monde post-crise. D'après Jean-Hervé Lorenzi, président du cercle des économistes, «Le modèle sur lequel reposait la croissance depuis vingt ans a subi deux ruptures radicales qui restent encore sans solution. La première est l'excès de liquidités provoqué par les politiques monétaires et par l'innovation financière. Cet excès de l'argent trop facile a conduit à la crise et pour en sortir les autorités ont ouvert les vannes faisant que l'on a ajouté des liquidités à un excès de liquidités. Comment résoudre ce problème ? Pour l'instant personne ne le sait». Il poursuit en indiquant qu'une autre rupture est encore non réglée. Il s'agit des tensions nées de la mondialisation en constatant que «La montée des pays émergents remet en question le partage des richesses au niveau mondial. On a ainsi assisté à une explosion des prix des matières premières, à l'échec des négociations du cycle de Doha et à une poussée de nationalisme face aux fonds d'investissement dits «souverains.»

### LA MONDIALISATION POLITIQUE

Alors que le modèle idéal pour l'avenir des nations, comme pour celui de l'humanité, passe par la réalisation d'un vaste programme porté par les classes moyennes du monde entier destiné à assurer la prospérité matérielle et l'amélioration du bien-être, c'est en réalité une autre tendance qui s'opère actuellement. Celle d'un monde qui se divise en deux, entre les «démocraties» (droits de l'homme) et les «autocraties» (hors droits de l'homme), dans un affrontement où toute progression des uns apparaît aux autres comme autant de menaces sur leur espace vital. En cela, la mondialisation de nature économique et libérale change de nature en devenant principalement un enjeu de pouvoir entre démocraties et autocraties. Selon François Ewald, professeur au conservatoire des arts et métiers, plusieurs conséquences en découlent : «La première est que les Etats, démocratiques ou autocratiques, sont engagés dans une course à la puissance, où le pouvoir politique cherche à maximiser toutes les composantes territoriales démographiques, économiques et militaires de la force. Ce nouveau partage du monde change ainsi la nature de la mondialisation. Autant la mondialisation économique et libérale pouvait se présenter comme un jeu gagnant-gagnant, autant la mondialisation politique apparaît comme un jeu à somme nulle».

Il poursuit en indiquant que «Le terrorisme, qui a obsédé la géopolitique des années 2000 va passer au second plan d'un affrontement, plus classique, entre grandes puissances désireuses au mieux de se faire respecter et, au pire, d'étendre leurs sphères d'influence». La troisième conséquence touche aux valeurs mêmes de la démocratie : «D'universelles, elles deviennent particulières. Dans ce monde de puissance, ces valeurs apparaissent comme les instruments permettant à un camp de gagner sur l'autre. La démocratie n'est plus seulement un idéal de liberté, elle est devenue un argument de puissance». Le monde des démocraties utilise les armes du soft power contre les pays autocrates en arguant des valeurs démocratiques pour justifier leurs actions (surtout militaires comme en Irak, Afghanistan...) alors que les puissances qui se sentent menacées usent volontiers du hard power (guerre, menace nucléaire, terrorisme...).

## PLUSIEURS CERTITUDES SE DEGAGENT

En fait, sous l'angle purement économique, ce changement de donne politique et macroéconomique n'est pas facile à solutionner. Ainsi que le confirme Jean-Herve Lorenzi : «Le monde politique, économique et financier se demande inlassablement si les pays émergents, en rattrapage et donc en très rapide croissance, pourront continuer sur une trajectoire aussi fulgurante et, à l'inverse, si les pays de l'OCDE, qui ont aujourd'hui de grandes difficultés pour concevoir de nouvelles formes de croissance, sont condamnés». Il existe toutefois 4 points sur lesquels tout le monde est à peu près d'accord :

- Le régime de croissance future va obligatoirement se modifier sachant que «Les pays comme les Etats-Unis ne pourront plus s'appuyer sur l'épargne mondiale et s'endetter sans cesse. Les pays émergents vont devoir augmenter le pouvoir d'achat de leur population. On passera alors d'un mode à un autre mais la transition prendra du temps» confirme Jean-Hervé Lorenzi.
- La démographie va compliquer l'émergence d'un monde économique nouveau à cause de grands transferts de populations, d'une migration qualifiée et non qualifiée associée à des problèmes d'intégration et d'accueil, mais aussi du fait d'un déséquilibre fort dans les taux de fécondité, la répartition des classes d'âge, l'exode rural ou encore la fuite négative des «cerveaux» (brain drain) en provenance des pays du sud freinant ainsi le développement de leurs pays d'origine.

## LES ÉVOLUTIONS SOUHAITABLES

D'après les membres du Cercle des économistes, plusieurs réformes économiques sont fortement souhaitables en marge des mesures prises par le G20 en matière de régulation financière, sachant que sur ce plan aucune transformation réelle de la finance mondiale n'a vraiment eu lieu :

- Gouvernance mondiale : intégration des puissances émergentes à leur juste place au sein des institutions internationales
- Faire en sorte que l'Asie et les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) deviennent un nouveau moteur de croissance mondiale même si les pays de l'OCDE vont devoir continuer à perdre des emplois dans l'industrie manufacturière traditionnelle et rechercher à marche forcée d'autres sources d'emploi dans les services et le «green business».
- Eviter un repli généralisé sur les intérêts nationaux immédiats en révisant notamment les politiques agricoles et le rôle des fonds souverains.
- Création d'une monnaie commune en Asie (et d'un marché financier asiatique régional) afin de pallier le déséquilibre actuel de l'épargne, lequel gravite essentiellement autour d'un monde monétaire bipolaire (dollar + euro) alors que le monde économique est devenu tripolaire (Amérique, Europe, Asie).
- Rééquilibrage mondial de l'épargne incluant également les pays pauvres dont ceux d'Afrique, car contrairement au sens naturel, l'épargne mondiale du Sud vient s'investir au Nord.
- Gestion des déséquilibres publics sachant que les besoins en capitaux des pays riches n'ont pas diminué en se transférant du secteur privé au secteur public ce qui suppose, hormis le

fait de laisser filer l'inflation, de continuer à faire appel à l'épargne mondiale disponible.

- Gestion des ressources en eau potable et halieutiques en tant que bien commun.
- Une course à l'innovation qui va repartir de plus belle, alors qu'elle a été ralentie ces dernières années par l'abondance de l'énergie et par une main-d'œuvre pas chère (notamment chinoise et Indienne).
- Un ancrage monétaire qui ne va plus se reposer uniquement sur le dollar-roi mais qui sera remplacé par plusieurs zones monétaro-économiques incluant le dollar mais aussi l'euro, le yuan et peut-être le rouble.

## QUE SERA L'EUROPE EN 2040 ?

### DE GRANDS DEFIS A RELEVER

En matière de prospective, il est évident que l'Europe doit évoluer durant les prochaines décennies. Déjà au cours des 30 dernières années l'Europe a connu de profonds changements avec :

- La réunification du continent suite à l'effondrement des régimes communistes de l'Est
- L'arrivée massive des femmes sur le marché du travail
- La révolution technologique de l'Internet et du téléphone mobile
- Les crises financières

Pour les 30 prochaines années, d'autres grands défis se présentent :

- La sortie par le haut de la dernière crise économique et financière
- Le vieillissement des populations et ses contraintes (retraite emploi...)
- Les conséquences du changement climatique
- La nouvelle réorganisation du capitalisme mondial
- Les effets de la mondialisation avec l'arrivée des grands pays du Sud
- Les nouvelles évolutions technologiques

### 3 SCENARIOS POSSIBLES

A l'échelle macro-économique du continent européen «La vieille dame de la mondialisation» va se voir confrontée à 3 scénarios envisagés au sein de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques). Fondée en 1992, l'entité de l'UE est sans doute le plus jeune pays du monde avec un destin qui n'est absolument pas tracé d'avance, comme pourrait l'être celui de certains autres pays nationalistes, autocratiques ou islamistes.

Ce qui est sûr et certain, c'est que l'Europe des 30 prochaines années va souffrir du vieillissement de sa population comme la majorité des pays développés et des nations émergentes, ainsi que des effets négatifs du changement climatique. En associant les enjeux contemporains aux 3 grandes périodes historiques (Antiquité, Moyen-âge, Renaissance) qui ont fait ce que l'Europe est aujourd'hui, il en ressort les scénarios suivants :

- Scénario 1 : «L'empire du vide»

Ce scénario est assez proche de celui à quoi ressemble le projet européen actuel. Il s'apparente sous l'angle politico-économique aux modèles liés à l'Antiquité et se caractérise, notamment, par une absence préjudiciable de pouvoir politique et de politique économique commune.

Il privilégie, au contraire, un «empire des règles» et une sur-normalisation fondant, sur la base de critères doctrinaux, une vision de la démocratie axée sur les «biens publics européens» encadrant précisément les droits de l'homme, l'accès régulé aux marchés, la stabilité des prix et la soutenabilité budgétaire.

La situation dans laquelle se trouve la gouvernance européenne via la commission européenne et la BCE (Banque centrale européenne) fait que, aujourd'hui, soit les instances sont légitimes mais leurs moyens d'action sont insuffisants soit, elles ont les moyens d'agir mais leur légitimité est insuffisante. Il est également vrai que l'Europe actuelle est devenue un formidable vecteur de paix et d'expression relative des droits de l'homme grâce à une stratégie de pacification par les échanges commerciaux entre pays membres de l'UE. Les standards européens ont également permis à ce que le Marché unique devienne de facto la politique étrangère de l'UE et s'impose aux producteurs et aux consommateurs du monde entier.

De manière concomitante, la concurrence fiscale et sociale au sein de l'UE a provoqué une «déflation sociale concurrentielle» qui a transformé progressivement l'UEM (Union économique et monétaire) en un jeu à somme nulle, sachant que les parts de marché à l'exportation gagnées par tels pays sont perdues par tels autres.

Dans ce système de concurrence appauvrissante, les citoyens européens sont devenus les premières victimes d'un système technocratisé en souffrant de la stagnation du PIB par habitant (produit intérieur brut), de la baisse des salaires, du creusement des inégalités et du démantèlement des protections collectives nationales.

Sous l'effet de cette stratégie de concurrence entre Etats membres de l'UE, et non d'une pression «extérieure» liée à la mondialisation, l'abaissement des taux de l'IS (impôt sur les sociétés) et de l'impôt sur les hauts revenus, joue un rôle important, car bien plus prononcé que dans toute autre économie développée.

Cette stratégie du «moins disant fiscal» privilégiant directement les acteurs économiques présente un risque politique élevé à moyen terme. Elle crée un fossé de plus en plus grand entre les citoyens et les gouvernants, un obstacle à l'équité et à l'efficacité, une entrave à la satisfaction des besoins sociaux présents ainsi que pour les investissements d'avenir.

En résumé, outre l'aspect démographique, il manque 2 dimensions politico-économiques capitales pour une croissance future en Europe :

- Le manque d'investissement massif destiné à augmenter la productivité et le potentiel de croissance
- La faiblesse de la gestion macroéconomique destinée à encourager l'investissement et concrétiser le potentiel de croissance

Ce manque de cohésion croissant entre pays membres de l'UE, associé à une lente altération du degré de démocratie dans les sociétés, fait que la zone euro se présente, de plus en plus, comme un ensemble de petites économies se faisant concurrence alors que celle-ci devrait être une grande économie concurrentielle favorisant justement la cohésion.

Si ce scénario se poursuit, il débouchera forcément sur des ruptures démocratiques majeures par suite des effets de la désintégration sociale. Une aggravation des problèmes structurels est également envisageable contribuant à faire perdre à l'Europe sa substance initiale en se diluant, par



le bas, dans la mondialisation.

- Scénario 2 : «Le retour des villes-Etats»

Plus ou plus complémentaire à l'option N°1, ce scénario envisage un retour aux modèles de la fin du Moyen-âge fondés sur l'interaction régionale entre la dynamique politique et la dynamique économique. Une dynamique qui agit non plus sur la désagrégation des pactes sociaux nationaux mais sur la reconstruction de souverainetés locales au sein des nations sous l'effet de forces d'agglomération et de concentration.

Ce scénario fait référence à une époque où la fragmentation politique s'est accompagnée d'une intégration économique fondant les cités-Etats, lesquelles étaient la règle et les grands royaumes unifiés l'exception.

Depuis le milieu du XIXe siècle, l'europanisation a d'ailleurs favorisé une nouvelle concentration des richesses dans les villes en terme de population, de technologie, de main-d'œuvre qualifiée, de services et d'aménagements. La réalisation du Marché unique à la fin des années 1980 a même accéléré ces effets d'agglomération urbaine. Il en résulte aujourd'hui que la croissance s'est surtout polarisée dans les grandes métropoles ayant un rayonnement international, notamment avec une forte concentration dans le nord-ouest de l'Europe. Les effets de concentration et d'urbanisation découlant du Marché unique ont ainsi permis à certaines villes européennes de ressembler aux cités-Etats de l'Europe au Moyen-âge (notamment en Italie et aux Pays-Bas) en prenant les premières place sur le devant de la scène économique et politique.

A chaque fois, le développement économique lié à l'impact de la géographie territoriale s'accompagne d'un creusement des inégalités régionales avec une accumulation du capital et de la main-d'œuvre qualifiée dans les centres urbains les plus dynamiques.

Dans un second temps apparaît, seulement, une réduction de ces inégalités sous l'effet des politiques de redistribution et des forces centrifuges liées aux coûts dits de congestion. Le problème, c'est qu'il existe de très fortes disparités régionales capables de menacer directement l'unité nationale de chacun des pays membres de l'UE, en créant des temps de vie et d'activité différents entre zones géographiques proches.

Il est ainsi possible de dire que l'Europe se présente actuellement comme une «petite mondialisation» avec des différences régionales plus marquées que dans d'autres pays développés. Par exemple, l'écart de PIB d'une région à l'autre va de 1 à 6,3 (soit de 40% à 253% de la moyenne de l'UE à 27) alors que l'écart est seulement de 1 à 3,5 entre les pays de l'union.

Pour 41 régions européennes, cet écart excède 125% de la moyenne de l'UE faisant que ces dernières sont déjà devenues de futures villes-Etats. Il est clair que si les métropoles et les régions les plus riches continuent à se découpler des autres régions, c'est l'unité nationale de certains pays de l'UE (comme l'Italie ou la Belgique) qui est menacée.

Au niveau fiscal, la concurrence européenne n'arrange rien en réduisant la possibilité pour les Etats membres de lever des impôts, tout en créant davantage d'attrait pour les métropoles qui bénéficient d'un volume important d'impôts locaux leur permettant d'apporter encore plus de fourniture de biens publics et d'avantages environnementaux à leurs administrés.

A cela, s'ajoute le fait que toute croissance régionale favorise mécaniquement l'ouverture aux échanges commerciaux, l'implantation des entreprises et des ressources productives, accentuant ainsi la concurrence interrégionale.

En résumé, il existe une véritable perspective de villes prédatrices captant l'essentiel des ressources humaines, fiscales et environnementales, dans certains Etats membres en se faisant coloniser par les super-riches nationaux et étrangers, alors que le coût de la vie tend à reléguer les classes moyennes et pauvres en périphérie.

La ville de Londres en est aujourd'hui le meilleur exemple. Parallèlement, les revendications séparatistes et autonomistes montent rapidement en puissance (comme avec la Ligue du Nord en

Italie, les partis nationalistes dans le Tyrol du Sud, en Ecosse, en Catalogne ou encore le projet de scission en Belgique entre la Wallonie et la Flandre). Sous l'angle sociopolitique, il existe là un risque majeur pouvant aboutir au déplacement des populations appauvries, à une instabilité sociale et au retour d'une économie informelle dans les régions les moins riches.

- Scénario 3 : «L'Europe de la renaissance»

Ce scénario est le plus optimiste en misant sur une «Europe des biens publics» beaucoup plus élargie grâce, notamment, aux efforts déployés en commun pour acquérir, dans le contexte actuel de mondialisation, un avantage social et environnemental alliant justice sociale et développement durable. Il s'agit là de considérer, sur le fond, que le social et l'écologie font revivre l'Europe aux antipodes d'un nationalisme fermé et dogmatique. Pour y arriver, il est nécessaire de réconcilier deux réalités fondamentales du projet européen : l'Etat-nation (équilibre démocratique égalitaire dans le pays entre l'Etat et ses citoyens) et surtout une souveraineté partagée (entre l'Etat du pays et la gouvernance de l'Europe) dans le cadre d'un projet pseudo-fédéral au sein duquel le débat politique porte principalement sur les biens susceptibles de bénéficier à tous les peuples européens et pas seulement à l'un ou à l'autre des Etats membres.

Par «biens publics» il faut considérer :

- La stabilité macroéconomique
- L'emploi
- La cohésion territoriale
- L'acquisition et le partage de connaissances
- La protection de l'environnement tant naturel qu'humain
- La mobilité
- L'indépendance énergétique
- La cohésion nationale par l'intégration sociale

Pour ce faire, les biens publics doivent être le fruit d'une alliance forte et d'une coopération gagnant-gagnant entre les pays qui ont délibérément choisi de partager leur souveraineté.

De ce point de vue, il est indispensable que s'établisse une grande réforme fondatrice d'un projet politique mettant l'accent non plus sur le respect scrupuleux des doctrines de la stabilité monétaire et budgétaire (comme par le passé) mais sur un programme d'envergure dédié au bien-être des populations et au futur de l'UE.

Il est nécessaire pour cela que se mette en place une véritable définition des «biens publics» avec des objectifs précis de réalisation dans le temps. Il s'agit, en fait, de procéder en 3 étapes :

- Instaurer une souveraineté économique permettant l'exercice d'une politique macroéconomique proactive tout en préservant la diversité des pactes sociaux nationaux.
- Mettre en œuvre une stratégie de croissance axée sur la compétitivité par une productivité liée à la montée en gamme des qualifications et des innovations et non plus sur la compétitivité par les coûts, dont la conséquence observable est de tirer les modèles sociaux vers le bas.
- Assurer la viabilité écologique avec une croissance peu émissive de carbone et respectueuse de l'environnement.

Pour réussir cette ambition européenne, il convient de renoncer à l'Agenda de Lisbonne dont les

résultats en matière d'entrée dans l'économie du savoir sont loin d'être à la hauteur des attendus et des déclarations d'intention.

Il faut également miser sur une politique commune d'investissements lourds, notamment dans les infrastructures d'un réseau de transport transeuropéen, visant à développer le marché intérieur, renforcer la cohésion économique et sociale par un plus grand désenclavement des régions, l'accès massif à des emplois de grande qualité et favoriser une plus grande mobilité des savoirs au sein des pays membres. Le défi des nouvelles technologies de l'environnement, de l'énergie et de la recherche, offre également la possibilité de renforcer les assises de l'union politique européenne à condition que cela découle de budgets fédéraux et non plus d'actions nationales chacun dans son coin.

En fait, l'UE dispose de ce potentiel largement détourné par les ambitions personnelles des gouvernants, les intérêts économiques lobbyistes et des politiques partisans relativement conservatrices.

Sur le fond, le modèle socioculturel de l'UE peut permettre d'y parvenir en étant principalement fondé sur une double préférence : la justice sociale et l'environnement. Pour cela, il suffit de réinventer le projet européen avec une nouvelle phase d'observation à l'instar de celle qui fut le laboratoire institutionnel de l'Europe entre 1951 le Traité de Rome en 1957. Pour que cette seconde ère européenne prenne forme, il est impératif que la politique communautaire prime sur la politique nationale sur un certain nombre de sujets et éradique la trop grande influence de la technocratie européenne et nationale !

## LE CAS DE LA FRANCE

### CARREFOUR OU ROND-POINT ?

L'histoire, comme le présent, prouvent que «Plus le pouvoir central est fort et absolu, moins l'économie peut se développer de façon autonome» avec, pour épiphénomène, une dimension sociale en retard eu égard aux potentiels démocratiques non accessibles.

Dès lors, si le pouvoir surfe sur l'activité économique, il la redoute aussi, sachant que plus le pouvoir est fort et moins il peut accepter la liberté du commerce considérant que «Le commerce, qui a besoin de la liberté par intérêt, finit par en contracter le sentiment» selon la formule de Lamartine.

C'est l'une des raisons qui explique pourquoi la pression d'un pouvoir fort nécessaire pour constituer l'entité nationale est également responsable de l'atrophie partielle de l'économie.

François Rachline souligne sur ce point que «Quand un pouvoir fort s'exerce sur un territoire bien délimité en affirmant que rien ne s'y passe qu'il n'ait décidé, alors le vent de l'économie mondiale le contourne et passe à côté».

Cette tendance française permet de comprendre pourquoi la France n'est entrée dans la mondialisation qu'à reculons et continue timidement son intégration forcée.

Déjà au début du siècle dernier Rudyard Kipling a pu dire des Français : «Les premiers à trouver l'idée, les derniers à l'adopter» confirmant ainsi que la plupart des innovations nées en France sont le plus souvent industrialisées et dominées ensuite par d'autres, à commencer par les Américains beaucoup plus pragmatiques sur le sujet.

Une autre métaphore résume assez bien pourquoi la France invente beaucoup mais aussi pourquoi elle n'en profite pas comme elle devrait.

Dans l'Hexagone, pour régler la circulation le choix a longtemps été donné au carrefour (avec stop, feu rouge et maintenant radar) marquant ainsi la nécessité d'un arrêt obligatoire, alors que dans les pays anglo-saxons c'est l'option du rond-point qui est privilégiée en accordant la primauté au

mouvement continu... même si nous y venons progressivement.

## UNE CARTE A JOUER

L'obnubilation française pour la politique industrielle associée au manque de PME d'envergure traduit encore une sorte de centralisme économique et une volonté de fixer et régenter les choses.

Il est clair que la France n'est pas armée pour être une économie-monde (centre de gravité économique) et n'en n'a d'ailleurs pas la vocation dans un monde qui redevient multipolaire. Elle dispose pourtant d'un génie propre capable de s'exprimer fortement aujourd'hui et demain car s'il n'est pas rare que la France anticipe l'événement, elle impressionne toujours par sa capacité réactive.

Sir Winston Churchill disait que «Les empires du futur seront les empires de l'esprit». D'après François Rachline : «C'est là que la France a une carte à jouer. C'est un pays de fulgurances et le monde de l'esprit est aussi un monde de fulgurances. Ses neurones sont sa matière première. A charge pour elle de les remettre au service de l'inventivité et de l'innovation».

Il poursuit en indiquant que, au lieu d'évoluer par à-coups alors même que l'Europe a besoin de réformes permanentes, «La France sera très à l'aise dans ce monde immatériel et virtuel qui s'annonce, de la connaissance à la création informatique, de la finance à la conception en trois dimensions».

Il faut aussi remarquer que «Ce sont d'ailleurs les matheux et les programmeurs français qui font vivre Londres et la Silicon Valley !»

## **Pays émergents : après la Chine, l'Inde et le Brésil, à qui le tour ?**

LE MONDE ECONOMIE Mis à jour le 22.04.10

Le cabinet d'audit PricewaterhouseCoopers (PwC) a publié, jeudi 21 janvier, une étude affirmant que l'addition du produit national brut (PNB) des sept plus grandes économies émergentes, baptisées "E7", dépasserait dès 2020 celle des PNB des pays du G7, aujourd'hui les plus riches du monde.

En 2030, toujours selon PwC, les principales économies mondiales seront, par ordre décroissant, la Chine, les Etats-Unis, l'Inde, le Japon, le Brésil, la Russie, l'Allemagne, le Mexique, la France et le Royaume-Uni... C'est donc avec un certain à-propos que le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pense intituler "Switching Wealth" ("le basculement de la richesse") son rapport sur les perspectives du développement économique mondial, qui doit être publié en juin.

En 2009, les deux G20 de Londres (avril) et Pittsburgh (septembre) ont symbolisé la nécessité d'une participation de trois nouvelles puissances au moins - la Chine, l'Inde et le Brésil - aux grandes décisions mondiales de politique économique (auxquelles la Russie participait déjà au sein du G8). Mais la liste des E7 de PwC ajoute aux BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) le Mexique, l'Indonésie et la Turquie. Car le basculement de la richesse ne concerne pas que les trois géants. "La dynamique de développement du Brésil, de la Chine et de l'Inde s'est manifestée de la même façon et au même moment dans bien d'autres pays, souligne Françoise Nicolas, de l'Institut français des relations internationales (IFRI). Mais, comme il s'agissait d'économies de plus petite taille, seule l'évolution des trois grands a été visible."

En fait, la notion de "pays émergents" ne correspond à aucune définition économique précise ; leur liste varie selon les auteurs qui se risquent à les désigner. Elle reflète seulement le fait qu'il était devenu difficile, à la fin des années 1990, de nommer indistinctement "pays en voie de développement" des Etats ainsi qualifiés par souci du politiquement correct et des pays qui l'étaient effectivement.

Dans les années 1980, le développement des quatre dragons asiatiques (Corée du Sud, Taïwan, Hongkong, Singapour) les avait fait accéder directement au rang de "nouveaux pays industrialisés", car le revenu moyen par habitant y avait rejoint celui des pays riches.

Les cas chinois, indien et brésilien sont différents : la masse des populations pauvres rurales rend leur situation, même si elle s'améliore, incomparable à celle des pays riches. Elle est en revanche similaire à celle de la Turquie, de l'Égypte, de l'Indonésie, du Maroc, etc.

Hormis ce handicap, les trois géants et ces "autres émergents" partagent un certain nombre de caractéristiques structurelles "positives", dont la présence et l'intensité varient à un tel point qu'il est impossible, explique Mme Nicolas, d'en dégager une "recette" du succès. Elle liste cependant parmi les atouts un appareil industriel diversifié ; une classe moyenne susceptible d'offrir un marché aux produits de consommation ; une insertion dans les circuits commerciaux internationaux.

La plupart des économistes s'accordent à dire que les pays bénéficiant d'un revenu élevé issu d'exportations de ressources naturelles (hydrocarbures, minerais) ne font partie de ce groupe que si ce revenu est utilisé pour diversifier leur appareil de production et s'affranchir de la dépendance à ces exportations "primaires". Les pays du Golfe et la Russie ne figurent ainsi pas toujours dans les listes. Car l'"émergence" est un processus long, qui ne se vérifie que si ces caractéristiques structurelles créent un effet durable et continu, au-delà des soubresauts conjoncturels.

L'OCDE et le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii) préfèrent utiliser, pour définir l'émergence, des séries statistiques longues. Elles permettent de mesurer la persistance d'un niveau de croissance annuel supérieur à celui des pays riches - c'est pourquoi, Helmut Reisen, directeur de la recherche à l'OCDE, préfère parler de "convergence" plutôt que d'émergence - ou d'une croissance significative de la participation au commerce mondial de biens et services (comme le fait le Cepii).

Surtout, ces atouts ne peuvent produire des effets que s'ils sont articulés par une politique économique volontariste. "Ces Etats développeurs exercent une contrainte forte sur les acteurs économiques et institutionnels", note M. Reisen. "Un pays comme l'Indonésie, dit Michel Fouquin, directeur adjoint du Cepii, a protégé son agriculture alors que ses exportations étaient essentiellement pétrolières. La chute du prix du baril, dans les années 1980, lui a fait adopter une politique de diversification industrielle."

La crise financière de 2008 a été un bon test de la résilience des économies promises à l'émergence. "Plusieurs pays asiatiques et latino-américains ont tiré les leçons des crises des années 1990, observe M. Fouquin. Ils avaient accumulé des réserves, limité l'endettement en devises étrangères, ce qui leur a permis de laisser filer leur devise, à l'instar de la Corée du Sud, une fois la crise venue." Le Brésil a pu dévaluer sa monnaie, le real, sans encourir les foudres des investisseurs, à l'inverse de l'Argentine des années 1990.

Les réserves ont été suffisantes pour lancer, à l'exemple des pays riches, des plans de relance : 71 milliards d'euros en Afrique du Sud, 1,6 % du PIB au Mexique, 3,2 % du PIB au Pérou, etc. Ils ont

même amorti le choc pour les catégories les plus pauvres, observe Jeff Dayton, du Centre de développement de l'OCDE : "Malgré une récession de 11 % en 2009, le Mexique a financé un programme social de maintien de l'accès des plus démunis aux services d'éducation et de santé. Au Chili, une réforme des retraites a augmenté de 47 % les pensions des 10 % de ménages ayant les plus faibles revenus."

Néanmoins, "l'impact de la crise économique a dégradé les finances publiques des pays émergents, observe Sylvain Laclias, économiste à la direction des études du Crédit agricole. Dans des pays comme l'Afrique du Sud, l'Ukraine ou la Turquie, cette détérioration va peser sur le redémarrage de l'économie autant que sur la capacité des pouvoirs publics à lutter contre la pauvreté et les inégalités."

Celles-ci sont le principal handicap des pays émergents pour suivre leur chemin de croissance. La réduction de la pauvreté conditionne l'émergence d'une classe moyenne susceptible d'offrir un niveau de consommation intérieure qui affranchit l'économie de la dépendance aux marchés extérieurs.

"La suppression des communes populaires chinoises à la fin des années 1980, note M. Fouquin, a permis aux paysans d'accumuler un petit revenu qui, multiplié par leur nombre, a fourni la base du décollage du pays." Aujourd'hui, en Chine comme dans la plupart des émergents, la croissance doit s'appuyer sur une réduction de la pauvreté dans les campagnes, via l'amélioration de la productivité agricole.

C'est donc la capacité des dirigeants et des institutions à tirer au mieux parti de leurs qualités qui permettra de bénéficier - ou non - d'un décollage économique. "Un grand nombre de pays pourraient devenir des moteurs de croissance à l'avenir, mais l'évolution actuelle dépend d'une série de facteurs, parmi lesquels l'organisation institutionnelle, les infrastructures, des politiques économiques appropriées et le cours des matières premières", souligne David Atkinson, responsable des risques pays d'Euler Hermes.

"Les économies qui se sont montrées les plus résistantes à la crise sont celles dotées d'un gouvernement stable et efficace. C'est un bon point de départ pour mener des politiques d'ajustement - politiques fiscale et monétaire saines - et pour avoir une position forte de la balance des paiements et des taux d'endettement bas, poursuit-il. En général, une économie qui remplit ces critères devrait être capable de développer et de mener des politiques pour réduire la pauvreté." Mais "la plupart des économies émergentes auront aussi besoin d'une croissance forte et soutenue dans les pays développés pour accélérer leurs propres progrès", conclut M. Atkinson.

Le Mexique mais aussi les pays en transition d'Europe de l'Est ont payé d'une forte récession leur proximité des marchés occidentaux en crise. Il n'y a pas eu de "découplage", comme l'a montré Eduardo Levy-Yeyati, professeur à l'université Torcuato Di Tella à Buenos Aires. Mais les travaux de cet économiste mettent en évidence un autre couplage, entre la croissance chinoise et celle des autres pays émergents.

"La vraie nouveauté de ces dernières années est la multiplication des échanges Sud-Sud, estime Mme Nicolas. Les entreprises chinoises et indiennes, en investissant dans les Etats les plus proches des zones développées, comme en Egypte, au Maroc ou au Mexique, concourent à la fois à la croissance de ces pays, et se ménagent des bases pour pénétrer les marchés européen et nord-américain." Le rééquilibrage du monde ne fait que commencer.

## **Perspectives de la Chine comme superpuissance potentielle**

Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre. Wikipedia.org

Les perspectives de la Chine comme superpuissance potentielle font fréquemment débat. Selon Geoffrey Murray, dans son ouvrage *China, "the next superpower"* (La Chine : la prochaine superpuissance), « la Chine émerge sans à-coups pour devenir l'une des superpuissances du XXI<sup>e</sup> siècle », du fait de son développement économique, politique, et militaire, appuyé par l'importance de sa population et la force de sa civilisation. David L. Shambaugh développe une thèse similaire dans son ouvrage *Greater China: the next superpower?*, publié par Oxford University Press, mettant en évidence le poids de la Chine dans le monde, diaspora comprise, ainsi que la force de son économie, de sa culture, et de sa politique.

Les atouts de la Chine sont en effet nombreux : son économie connaît chaque année l'une des plus fortes croissances au monde. Elle est par ailleurs le pays le plus peuplé de la planète (avec plus de 1,3 milliard d'habitants) et le troisième plus grand par la superficie. Outre qu'elle dispose de l'armée la plus grande du monde ainsi que l'arme nucléaire, la Chine est membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, ce qui lui confère une influence diplomatique très importante.

La Chine est actuellement la deuxième puissance économique mondiale. D'après la Banque mondiale, la Chine pourrait devenir la première puissance économique de la planète en dépassant les États-Unis entre 2020 et 2030. Elle est également une puissance spatiale depuis 2003 où elle a envoyé pour la première fois un homme dans l'espace. La Chine peut par ailleurs s'appuyer sur sa présence dans de nombreuses organisations, notamment l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002 ou encore l'Organisation de coopération de Shanghai.

Au-delà même de sa puissance démographique, économique, politique et militaire, la Chine s'appuie sur sa culture, riche, ancienne et répandue dans toute l'Asie du Sud-Est qu'elle a influencée, adossée à ses cinq mille ans d'histoire. Le chinois (mandarin), avec plus d'un milliard de locuteurs, est aujourd'hui la langue la plus parlée dans le monde.

Cependant, la Chine présente un certain nombre de faiblesses majeures, qui pourraient handicaper sa montée en puissance : le pays présente des risques d'explosion sociale, liés à l'inégalité entre régions côtières et villes d'un côté, arrière-pays campagnard de l'autre. De l'aveu même des dirigeants chinois, les huit cents millions d'agriculteurs que compte encore le pays obligent à considérer la Chine comme étant toujours un pays en voie de développement. Les tensions nées de cette situation sont accrues par les inégalités sociales et la corruption notoire de certains hauts fonctionnaires. Par ailleurs, le pays reste encore très dépendant de l'étranger pour sa technologie comme pour ses exportations. Enfin, les approvisionnements énergétiques ou l'impact de la croissance sur l'environnement ne sont pas aujourd'hui totalement maîtrisés.

## **Les États-Unis sur le déclin**

<http://www.noam-chomsky.fr/les-etats-unis-sur-le-declin/>

Par Noam Chomsky

Dans le *Political Science Quarterly*, Giacomo Chiozza écrit : « Il est courant d'entendre que les États-Unis, qui il y a seulement quelques années dominaient le monde comme un colosse, sans pouvoir équivalent face à eux, avec un attrait incomparable, sont maintenant sur le déclin. Ils font face à leur ultime détérioration ».

Cette opinion est largement partagée. Avec un certain fondement, quoiqu'il faille la qualifier. Pour commencer, le déclin s'est installé dans l'immédiat après deuxième guerre mondiale, dans la foulée du niveau sans précédent de pouvoir atteint à ce moment là. Le remarquable triomphalisme à la fin de la guerre du Golfe, au début des années quatre-vingt-dix, tenait surtout de l'illusion.

Que ce déclin soit grandement auto-induit est une autre conviction, au moins chez ceux et celles qui ne sont pas tout-à-fait aveugles. Le mauvais spectacle dont nous avons été témoins cet été depuis Washington, qui a dégouté la nation et confondu le monde entier, n'a pas son pareil dans toute l'histoire de la démocratie parlementaire. Ses partisans ont fini par en avoir peur. Les grands pouvoirs corporatifs qui ont aidé à faire élire ces extrémistes commencent à s'inquiéter de ce qu'ils pourraient bien jeter à terre l'édifice qui leur a permis d'accumuler richesse et privilèges, c'est-à-dire l'État protecteur qui dorlote leurs intérêts.

La montée du pouvoir corporatif (en ce moment surtout financier) sur la société, a atteint un point tel que les partis politiques, qui n'ont presque plus rien à voir avec les partis que nous avons connu, sont beaucoup plus à droite que la population sur la plupart des problèmes débattus.

Pour le peuple, le premier problème intérieur est le manque d'emploi. Dans l'état actuel des choses on ne pourra venir à bout de cette crise que par un plan gouvernemental majeur de stimulation de l'économie. Il faut aller beaucoup plus loin que ce qui a été fait jusqu'ici et qui a à peine réussi à contrer les baisses de dépenses des États et des collectivités locales. Malgré tout, il est probable que cette initiative limitée a permis de maintenir des millions d'emplois.

Le déficit est la première préoccupation des institutions financières. D'où qu'il n'y ait que ce sujet qui soit débattu publiquement. Un sondage du *Washington Post* et de la chaîne ABC News rapporte qu'une large majorité de la population (72% vs 27%) favorise la taxation des très riches pour résoudre ce problème. Les coupes dans les programmes sociaux (Medicaid et Medicare) sont rejetées par la vaste majorité ; (69% dans le cas de Medicaid et 78% pour ce qui est de Medicare). Il est pourtant plus que probable que ces coupes seront adoptées.

Le *Program on International Policy Attitudes* a mené une enquête pour savoir quels moyens le public favoriserait pour l'élimination du déficit. Son directeur, Steven Kull écrit : « Il est clair que l'administration Obama et les Républicains, majoritaires à la Chambre des représentants, ont des solutions complètement opposées aux priorités et aux valeurs de la population pour ce qui concerne le budget ».

Ce sondage illustre une profonde division : « Alors que le public favorise des coupes importantes dans les budgets de la défense, l'administration et la Chambre des représentants proposent de modestes augmentations. La population veut aussi plus d'investissements dans l'éducation, la formation professionnelle et le contrôle de la pollution contrairement à la position des législateurs.



L'ultime 'compromis' (il vaudrait mieux dire la capitulation face à l'extrême droite), est complètement à l'opposé. D'ailleurs il est presque assuré qu'il va mener à un ralentissement de la croissance au seul bénéfice des riches et des grandes entreprises qui affichent déjà des profits record, mais au détriment de tous les autres.

Il n'est jamais question non plus du fait que le déficit pourrait être éliminé, comme l'a démontré l'économiste Dean Baker, si nous nous débarrassions de notre système de soins privés complètement non fonctionnel. Il nous faudrait pour cela, en adopter un semblable à ceux des autres pays industrialisés qui coûtent moins cher per capita avec des résultats comparables sinon meilleurs.

Les institutions financières et les grandes sociétés pharmaceutiques sont trop puissantes pour qu'une telle option soit considérée. Mais pourtant, il ne s'agit pas tout-à-fait d'une utopie. Il y a aussi d'autres options sensées économiquement qui, pour les mêmes raisons, sont évacuées du débat ; comme une taxe minimale sur les transactions financières.

Entre temps on gratifie régulièrement Wall Street de nouveaux cadeaux. Le House Appropriations Committee a diminué le budget requis par la Securities and Exchange Commission qui est responsable de la lutte à la fraude financière. La nouvelle Consumer Protection Agency ne s'en sortira pas intacte non plus.

Le Congrès concocte de nouvelles armes dans sa bataille contre les générations à venir. Le New York Times rapporte que l'American Electric Power, un joueur majeur dans la production et la distribution d'électricité au pays, a dû mettre de côté « le plan le plus important de captation de dioxyde de carbone d'une de ses centrales au charbon.

Elle voulait donner un coup d'accélérateur à sa contribution à la baisse des émissions de gaz à effet de serre, donc au réchauffement de la planète». C'est l'opposition des Républicains à la protection de l'environnement qui l'a acculée à cette décision.

On ne peut pas dire pour autant que les interventions contraires à nos propres intérêts soient d'invention récente même si elles sont de plus en plus importantes. On les retrouve déjà dans les années soixante-dix quand l'économie politique nationale a subi des transformations majeures qui mirent fin à ce qu'on appelle communément «l'âge d'or» de l'État capitaliste. Les deux changements les plus importants ont été la financiarisation de l'économie (virage des investissements de la production industrielle vers la finance, les assurances et l'immobilier) et la délocalisation de la production. Ce triomphe de l'idéologie du marché libre a été renforcé par la suite par les dérégulations, l'introduction de nouvelles règles de gestion des entreprises qui ont lié les rémunérations de leurs dirigeants au profit à court-terme et d'autres règles du genre.

Il en est résulté une concentration de la richesse dans les mains de 1% de la population, qui a produit une augmentation conséquente de leur pouvoir politique, et leur a permis en plus d'accélérer leur appropriation de la richesse nationale. Ce sont majoritairement des dirigeants de grandes entreprises, des gestionnaires de fonds à risques (hedge funds) et d'autres de cette sorte. Pendant ce temps les revenus de la vaste majorité de la population ont stagné.

Pour leur part les coûts des campagnes électorales ont fait des bonds fabuleux. Les deux partis politiques, Démocrates et Républicains, se sont liés encore plus étroitement aux entreprises. Comme le dit l'économiste Thomas Ferguson dans le Financial Times, ce qui subsistait de démocratie a été ainsi affaibli puisque les deux formations ont à toutes fins pratiques, mis aux enchères les sièges du

Congrès. Elles ont adopté une pratique commerciale des grandes boîtes de ventes au détail que sont Wall Mart, Best Buy ou Target : « Dans aucune autre législature du monde développé vous ne verrez comme ici, les partis politiques afficher le prix de leur vote sur des lois déterminantes en cours d'adoption ». Ceux qui auront contribué le plus aux fonds de leur parti remporteront la mise.

Selon Ferguson, les débats dans ce contexte : « deviennent la répétition sans fin d'une poignée de slogans qui ont été conçus pour atteindre des investisseurs nationaux et autres groupes d'intérêts particuliers. Leurs contributions au financement des partis est indispensable ». Tant pis pour le bien du pays !

Les nouvelles institutions financières de l'ère "post-âge d'or" ont été largement responsables de la crise financière de 2007. Avant cette époque elles avaient gagné un joli pouvoir économique ; elles avaient triplé leur part des profits d'entreprises. Après le crash un certain nombre d'économistes ont commencé à enquêter sur leur fonctionnement en termes purement économiques. Le lauréat du Prix Nobel, Robert Solow estime que leur impact a probablement été négatif : « Leurs succès ont vraisemblablement peu à voir avec l'efficacité de l'économie réelle. En plus, ce désastre permet le transfert de la richesse des mains des contribuables à celles des financiers ».

En réduisant ce qu'il nous reste de démocratie, les institutions financières installent les outils pour poursuivre un processus mortel. Elles continueront aussi longtemps que leurs victimes consentiront à souffrir en silence.

*Le plus récent ouvrage de N.Chomsky a pour titre : «9-11 : Tenth Anniversary». Il est professeur émérite en linguistique et philosophie au Massachusetts Institute of Technology à Cambridge, Mass.*